

L'économie polynésienne en 2007

Une croissance insuffisamment créatrice d'emplois

SYNTHESE

Cette note se penche sur l'appréciation de la conjoncture économique polynésienne en 2007 à trois niveaux différents :

- *l'activité globale à partir de quatre indicateurs ;*
- *la demande intérieure, c'est-à-dire la consommation et l'investissement publics et privés, qui donnent une appréciation indirecte de l'activité économique ;*
- *les secteurs d'activité, plus particulièrement la perliculture, la pêche, le tourisme et le BTP.*

Afin de réduire les effets de rattrapage et de perturbations liés à l'instabilité politique, les taux de croissance 2007 ont été comparés à la moyenne des taux sur la période quinquennale précédente (2002-2006).

Enfin, la plupart des indicateurs ont été déflatés par l'indice des prix approprié afin d'enlever les effets prix susceptibles de gêner la comparabilité des performances d'une année sur l'autre.

Il apparaît ainsi que la croissance économique en 2007 a bénéficié d'un effet de rattrapage après une année 2006 de probable stagnation du PIB réel, mais elle reste insuffisante pour réduire, voire même stabiliser le taux de chômage. La probabilité d'une reprise, escomptée par les chefs d'entreprises jusqu'au troisième trimestre 2007, s'est en effet considérablement amenuisée avec les événements de la vie politique. En outre, le climat international de récession, de dépréciation du dollar et de fébrilité sur les cours des matières premières n'ont pas été pour rassurer l'ensemble des agents économiques polynésiens.

DONNEES D'ACTIVITE GLOBALE

Des résultats dans la moyenne des 5 dernières années et supérieurs à ceux de 2006

Quatre indicateurs d'activité globale en volume ont été choisis : le chiffre d'affaires des entreprises déclarant au réel (déflaté par l'indice des prix à la consommation, IPC), l'emploi salarié, les importations hors avions en FCFP constants et la consommation d'électricité « moyenne tension » utilisée par les entreprises.

Sur ces quatre indicateurs, deux présentent des taux de croissance légèrement supérieurs (de 1 %) à la moyenne calculée sur la période quinquennale 2002-2006 : le chiffre d'affaires à prix constants et la consommation d'électricité moyenne tension en kwh.

Les deux autres présentent des évolutions identiques à la moyenne calculée sur les années précédentes : les importations en volume et l'emploi salarié, augmentant tous deux de respectivement 1 % et 2 % par rapport à 2006.

L'ensemble de ces indicateurs font état d'une croissance plus élevée qu'en 2006, mais qui reste insuffisante puisque la création nette d'emplois salariés n'a été que de 1.591 entre septembre 2006 et septembre 2007, alors que chaque année environ 2.500 emplois devraient être créés pour stabiliser le taux de chômage.

Tableau 1- Indicateurs d'activité globale (comparaison 2007 et moyenne 2002-2006)

	Taux de croissance annuelle							Ecart par rapport à moyenne des 5 années précédentes	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2006	2007
Chiffre d'affaires (en volume)*	5%	0%	6%	2%	4%	3%	4%	0%	1%
Importations (en volume)	11%	-3%	8%	-4%	7%	-2%	1%	-6%	0%
Emploi salarié**	4%	2%	3%	0%	4%	3%	2%	1%	0%
Electricité (moyenne tension)	1%	7%	1%	0%	4%	2%	4%	-1%	1%

* Pour l'année 2007, 9 premiers mois 2007 sur 9 premiers mois 2006

** Pour l'année 2007, le taux de croissance est calculé de sept. 2006 à sept.2007

Sources: ISPF, CPS, Service des contributions

	2005 < moyenne des 5 dernières années
	2005 = moyenne des 5 dernières années
	2005 > moyenne des 5 dernières années

ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE

Des effets manifestes de rattrapage après une médiocre année 2006

Deux variables ont été principalement à l'œuvre dans la croissance économique en 2007 : la consommation des ménages qui représente 70 % du PIB et l'investissement des ménages et des administrations publiques.

La bonne orientation des dépenses de consommation des ménages est tout d'abord confirmée par les dirigeants du commerce de détail, interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de 2007, qui se sont montrés relativement satisfaits de l'année passée.

Dans les faits, cela s'est traduit par de bons résultats pour le marché de l'automobile qui a renoué avec la croissance en 2007 : les immatriculations de véhicules neufs de tourisme ont crû de 11 %, après + 2 % en 2006 (5.115 contre 4.601 en 2006). Les importations de biens alimentaires et de vêtements confirment également la bonne orientation de la consommation des ménages (respectivement + 7 % et 11 % en F CFP constants).

Ainsi, il apparaît que les trois indicateurs de consommation des ménages retenus « sont dans le vert », c'est-à-dire qu'ils montrent une croissance supérieure à la croissance moyenne des 5 années précédentes, alors qu'ils étaient tous trois « dans le rouge » en 2006 avec des amplitudes de variation comparables.

Le même constat peut être fait pour les variables des finances publiques : l'année 2007 coïncide avec de bonnes performances en matière d'augmentation des dépenses de consommation et d'investissement de la Collectivité d'outre-mer (respectivement +5 % et + 21 % en F CFP constants) et des dépenses liquidées de la Direction de l'équipement (+ 34 % en F CFP constants). Cependant, elle suit une année 2006 marquée par un net ralentissement des décaissements.

Dès lors, en raison de la forte variabilité des dépenses de la Polynésie française, il n'est pas étonnant de parvenir à des taux de croissance bien au dessus (cases vertes en 2007) ou bien en dessous (cases rouges en 2006) des taux de croissance moyens calculés sur la période récente. Orientées dans le bon sens au cours de l'année 2007, les dépenses publiques ont permis de créer de l'activité économique ou du moins d'injecter des liquidités supplémentaires dans le circuit économique.

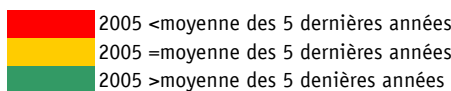
En matière d'investissement, les ménages maintiennent une certaine régularité. L'encours des crédits à l'habitat évolue en francs constants à un taux compris entre 4 et 9 % depuis quelques années. Sa croissance en 2007 n'apparaît que légèrement au-delà de la moyenne calculées sur les 5 dernières années (écart de 1 % pour 2007).

Tableau 2- indicateurs de la demande intérieure : comparaison entre 2007 et la moyenne 2002-2006

	Taux de croissance annuelle							Ecart par rapport à moyenne des 5 années précédentes	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2006	2007
Consommation des ménages									
Alimentation (importations en vol.)*	8%	-1%	-1%	-1%	4%	-5%	7%	-7%	8%
Habillement (importations en vol.)	12%	6%	-1%	-3%	10%	-6%	11%	-11%	9%
Immatriculations de voitures de tourisme**	48%	-13%	2%	-16%	13%	2%	11%	-5%	14%
Investissement des ménages									
Crédits à l'habitat (en vol.)	6%	6%	9%	4%	7%	4%	7%	-2%	1%
Investissement des entreprises									
Importations de b. d'équipement (en vol.)	13%	2%	32%	-19%	10%	-11%	2%	-19%	0%
Crédits d'équipement (en vol.)	3%	0%	5%	-2%	-5%	4%	5%	4%	5%
Consommation publique									
Dépenses de fonctionnement de la COM (en F CFP const.)	12%	6%	13%	-2%	2%	0%	5%	-6%	1%
Investissement public									
Dépenses d'investissement de la COM (en F CFP const.)	0%	13%	12%	-10%	0%	-22%	21%	-24%	22%
Ensemble des travaux (liquidations, en F CFP const.)	nd	nd	-8%	-23%	-6%	-15%	34%	-3%	48%

* biens agroalimentaires ; ** voitures neuves.

Sources: ISPF, IEOM, Direction de l'équipement, Service des finances et de la comptabilité

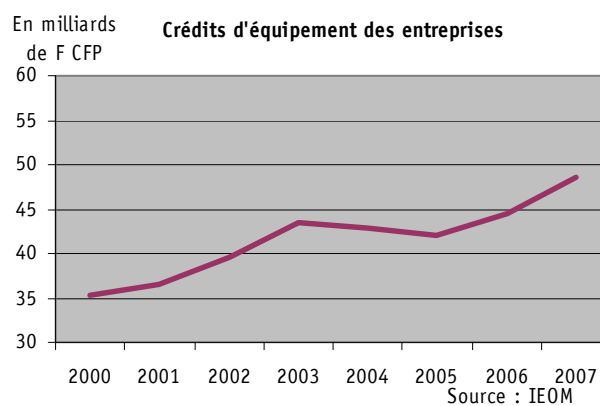
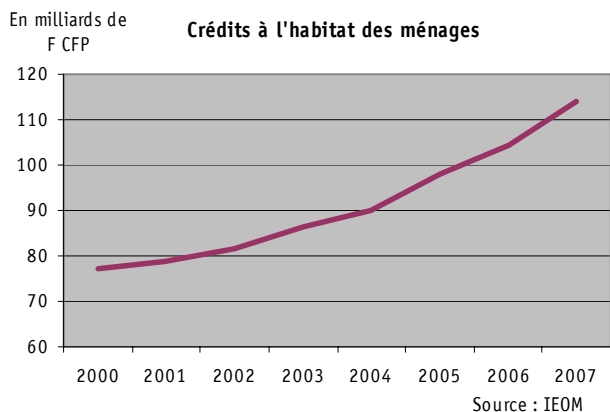


En revanche, l'investissement des entreprises subit plus sévèrement l'instabilité politique. D'après les soldes d'opinions des enquêtes de conjoncture, les entreprises sont restées beaucoup plus circonspectes en matière d'investissement. Les importations de biens d'équipement, n'ont cru que de 2 % par rapport au niveau atteint en 2006 qui avait déjà diminué de 11 % par rapport à 2005. Cependant, l'encours des crédits d'équipement montre une bonne orientation de l'investissement des entreprises depuis 2 ans.

L'évolution heurtée de l'investissement des entreprises suit les événements politiques et génère des effets de rattrapage qu'il est difficile d'analyser d'une année sur l'autre. On peut toutefois affirmer que, depuis 2003, les importations de biens d'équipement ont diminué

en moyenne chaque année de 5 % et que l'encours des crédits d'équipement n'a augmenté que de 1 %. Malgré les dispositifs de défiscalisation, le ralentissement des investissements des entreprises pourrait se traduire par une réduction du potentiel de croissance dans les prochaines années.

La progression de la consommation et des investissements intérieurs, qui n'a été que partiellement absorbée par les importations, confirment un léger redressement de l'économie polynésienne en 2007. Ces performances globales ont toutefois été contrariées par les mauvais résultats obtenus dans les secteurs d'exportation (perliculture et tourisme notamment).



QUELQUES EVOLUTIONS SECTORIELLES

Diminution ou croissance nulle pour le BTP, le tourisme et la perliculture et regain pour la pêche

L'analyse des soldes d'opinions des enquêtes trimestrielles indique que l'optimisme qui avait prévalu au premier semestre 2007 a fait long feu. Seuls les responsables du commerce de détail disent avoir échappé à l'atonie générale qui l'a emporté en fin d'année.

Certes, **les entreprises de travaux publics** ont bénéficié d'une accélération de la commande publique, mais **le secteur souffre d'un manque de projets d'envergure et porteurs sur une longue période.** Sur l'année, les importations de ciment se sont inscrites en hausse de 9,1 %

en volume (142.044 tonnes contre 130.255 en 2006), celles de bois transformé de 1,3 % (36.914 tonnes contre 36.454) et celles de carrelage de 1,2 % (10.144 tonnes contre 10.027).

Le bâtiment connaît également une période difficile en raison de la retenue actuelle des investisseurs privés imputable à l'instabilité politique et aux incertitudes quant à la pérennité des incitations fiscales à l'investissement.

	Taux de croissance annuelle							Ecart par rapport à moyenne des 5 années précédentes	
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2006	2007
BTP									
certificats de conformité	-18%	22%	-14%	23%	-31%	33%	-33%	37%	-40%
Importations de ciment (tonnes)	10%	18%	0%	2%	-9%	-1%	9%	-5%	7%
TOURISME									
nombre de touristes	-10%	-17%	13%	0%	-2%	6%	-1%	10%	-1%
trafic à l'aéroport de Faa	-9%	-11%	9%	1%	2%	7%	-2%	8%	-4%
PECHE									
Exportations de produits de la pêche (volume)	77%	-31%	-37%	-36%	-24%	8%	35%	18%	59%
PERLICULTURE									
exportations de perles brutes (en valeur)	-32%	3%	-31%	21%	0%	-10%	-3%	-3%	0%

Sources: ISPF, SEC

2005 < moyenne des 5 dernières années

2005 = moyenne des 5 dernières années

2005 > moyenne des 5 dernières années



Les enquêtes de conjoncture, toutes empreintes de pessimisme en 2007, ont été validées dans les faits. En effet, la fréquentation touristique a baissé de 1,5 % en 2007 (218.241 visiteurs contre 221.549 l'année précédente). La faiblesse du dollar américain vis-à-vis de l'euro n'est pas étrangère à cette contre-performance puisque le nombre d'Américains a reculé de 9,4 % (64.910 contre 71.621 en 2006), alors que les Japonais (23.240 contre 21.739) et les Européens (85.205 contre 82.580) ont cru de respectivement 6,9 % et 3,2 %.

C'est le tourisme terrestre qui a supporté cette désaffection (- 4 %), le nombre de croisiéristes ayant enregistré une progression de 10,5 %. Ainsi, le coefficient moyen d'occupation des chambres de l'hôtellerie classée s'est établi à 60 % contre 66,4 % en 2006.

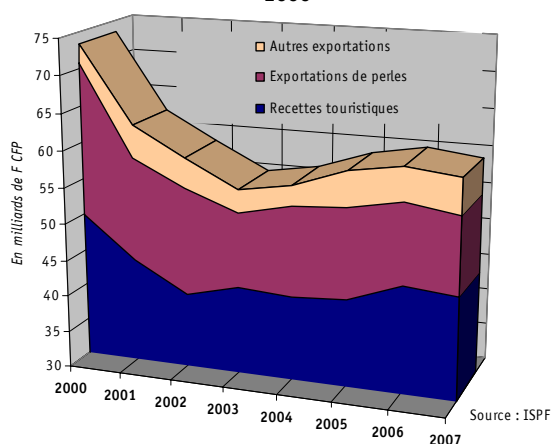
La pêche a profité du retour de la ressource halieutique et les exportations de poissons sont passées à 858 tonnes contre 635, soit + 35 % sur la période. Mais le retournement de tendance n'a pas encore été véritablement confirmé.

La perliculture, de son côté, peine à assurer ses recettes. En 2007, les exportations de perles ont rapporté 10,7 milliards de F CFP contre 11,1 en 2006, soit - 3,5 % en glissement annuel, alors que les volumes ont augmenté de 1,3 % (7,8 tonnes contre 7,7).

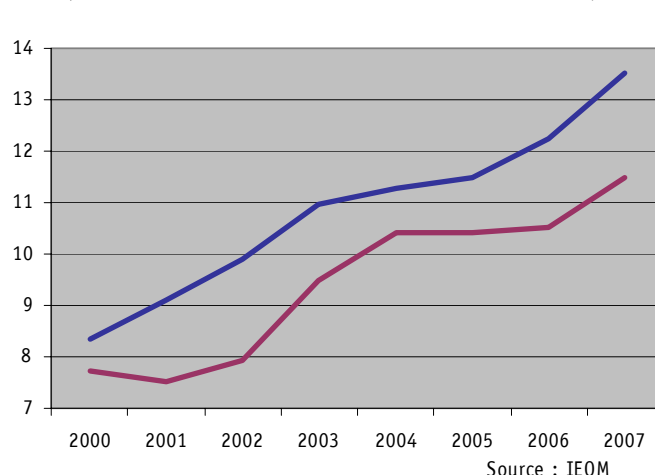
PAPEETE
NUMERO 4
Mai 2008

Note Presse

Evolution des exportations de biens et services depuis 2000



Evolution du cours du dollar US et du yen
(nombre de dollars US pour 1000F CFP et nombre de yen pour 10 F CFP)



Globalement les exportations de biens et services qui constituent les ressources propres de la Polynésie française traversent une conjoncture des plus mauvaises. Le déclin n'est pas nouveau puisqu'il a été entamé au début des années 2000, avec cependant un sursaut des recettes touristiques en 2006.

Dans la mesure où la Polynésie française exporte près de 70 % de ses biens aux Etats-Unis, au Japon et à Hong-Kong et que près de la moitié de ses touristes sont japonais ou américains, l'évolution des taux de change peut être un déterminant essentiel des recettes d'exportations de biens et services. La dépréciation importante des monnaies de facturation des exportations polynésiennes par rapport au F CFP a vraisemblablement joué sur les performances économiques en 2007.

DES PERSPECTIVES PEU FAVORABLES POUR 2008

Plusieurs éléments vont peser sur la conjoncture économique polynésienne, notamment sur les exportations et la consommation des ménages, comme la crise financière et économique aux Etats-Unis, l'augmentation du prix du baril de pétrole (+ 13% entre décembre 2007 et mars 2008) et la dépréciation du dollar US (+ 6 % par rapport au F CFP entre décembre 2007 et mars 2008), susceptible de réduire la compétitivité des exportations et d'entraîner une forte diminution des recettes touristiques.

L'économie pourrait toutefois continuer à bénéficier de la « dynamique immobilière » émanant des ménages polynésiens si les taux d'intérêt devaient diminuer, voire demeurer stables, en raison notamment de la concurrence entre les banques sur le marché des particuliers. De même, la reconduction des dispositifs d'aide à la construction (PHB) ou à l'aménagement (PAB) des maisons individuelles pourrait également constituer des incitations décisives.

Les estimations fondées sur les réservations prises en compte par les tour-opérateurs confirment effectivement une tendance fortement déclinante de la fréquentation touristique sur l'année, de l'ordre de - 10%.

En revanche, l'investissement des entreprises n'apparaît pas bien orienté en ce début d'année 2008, marqué par des incertitudes sociales, politiques et économiques. Un collectif budgétaire mettant la priorité sur l'investissement public constituerait un signal positif pour le secteur privé.

Par ailleurs, en raison des tensions sur le marché du pétrole mais également sur le prix des produits agricoles, l'inflation devrait se maintenir à un niveau relativement élevé en 2008, notamment si on considère incontournable l'ajustement du prix des produits de première nécessité (PPN) et de l'essence à la pompe. Le pouvoir d'achat des ménages devrait à nouveau pâtir de ces évolutions, à moins que le collectif budgétaire ne comporte des mesures destinées à relancer la consommation des ménages.

En effet, le gouvernement pourrait utiliser le levier budgétaire pour dynamiser l'économie. Mais ses marges de manœuvre financières s'avèrent restreintes, sachant par ailleurs que l'outil fiscal est peu compatible avec l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : JP DERANCOURT - Éditeur : IEOM –
Achévé d'imprimer en mai 2008

Agence de la Polynésie Française 21, rue du Docteur Cassiau- BP 583 – 98 713 Papeete

